

# LE DISCOURS DU TRÔNE DÉCORTIQUÉ

Une analyse à l'intention des membres de SoinsSantéCAN



Cet après-midi, à 16 h, le gouvernement a présenté son discours du Trône, marquant l'ouverture officielle de la 43<sup>e</sup> législature du Canada et offrant un guide général au programme du gouvernement pour la prochaine session parlementaire. Avec le présent document, SoinsSantéCAN souhaite informer ses membres sur le contenu du discours du Trône, mais aussi sur ce qu'il y manque, et sur ce que cela signifie pour la santé au Canada et pour notre plaidoyer futur.

## Contexte

---

L'élection du 23 octobre a ramené un gouvernement minoritaire au Parlement. Les libéraux au pouvoir auront donc besoin du soutien d'au moins l'un des partis de l'opposition, le Parti conservateur, le Nouveau parti démocratique ou le Bloc Québécois, pour adopter des lois et financer ses activités. On ne s'attend pas à ce que le Parti vert et la députée indépendante Jody Wilson-Raybould soient courtisés agressivement par le gouvernement, vu le peu de votes qu'ils ont recueillis. Sachant cela, on se serait normalement attendu à ce que le discours du Trône fasse des ouvertures aux alliés naturels du gouvernement, les néo-démocrates et les bloquistes. Or, ce ne fut qu'à moitié vrai.

# La santé et le discours du Trône

Pris dans son ensemble, le discours du Trône se rapproche du contenu du programme du Parti libéral. Bien qu'il ait fait référence à plusieurs reprises aux vertus de la coopération et aux attentes des Canadiens à cet égard, le discours ne comprenait que de vagues références à des positions politiques qui obtiendraient le soutien d'autres partis. Tout en prenant soin de formuler ses engagements en santé en termes de partenariat avec les provinces et les territoires, **le discours du Trône a accordé une place plus évidente à la santé que ne l'avait fait la campagne électorale, la santé faisant partie des cinq grands thèmes du discours.** On pourrait y voir une perche tendue au NPD et au Parti vert.

**Le discours du Trône a énuméré plusieurs mesures visant la santé et les soins de santé** qui n'étonneront pas les membres qui ont suivi de près la campagne électorale fédérale. Il s'agit notamment :

- de faire en sorte que tous les Canadiens aient accès à un médecin de famille de soins de santé primaires;
- de mettre en place des normes en matière de santé mentale dans les milieux de travail, et de veiller à ce que tous les Canadiens puissent obtenir des soins en santé mentale au moment où ils en ont besoin;
- d'aider les personnes à obtenir l'aide nécessaire en ce qui concerne la dépendance aux opioïdes et la toxicomanie;
- d'élaborer conjointement un projet de loi qui fera en sorte que les peuples autochtones aient accès à des soins de santé et à des services de santé mentale de haute qualité qui tiennent compte des besoins culturels;
- de prendre des mesures pour élaborer conjointement et déposer un projet de loi pour mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

La plupart de ces mesures traitent de dossiers prioritaires pour SoinsSantéCAN et serviront de cibles convaincantes pour notre plaidoyer auprès du nouveau gouvernement.

**Le discours du Trône a également fait référence à un régime d'assurance médicaments,** bien que vaguement. Au bout du compte, le gouvernement ne prend aucun nouvel engagement qu'il n'a pas déjà pris dans le budget fédéral de l'année dernière. Plus précisément, le discours mentionne que « [l]e gouvernement prendra des mesures pour créer et mettre en œuvre un régime d'assurance médicaments afin que les Canadiens puissent avoir accès aux médicaments dont ils ont besoin ». Cette formulation prudente est somme toute une invitation à négocier lancée au NPD. Le chef du NPD, Jagmeet Singh avait déjà souligné qu'il n'appuierait pas un gouvernement qui ne s'engage pas en faveur d'un régime d'assurance médicaments. On peut toutefois présumer qu'il s'attendait à ce que le soutien du NPD mérite un plan plus ambitieux. Que le NPD adopte ou non une position ferme sur cette question, il est peu probable que le gouvernement soit renversé sur cette question, puisque le Bloc appuiera vraisemblablement le gouvernement dans son premier vote de confiance.

Par ailleurs, le discours du Trône fait également mention d'investissements dans les infrastructures, les sciences et l'innovation, qui sont trois domaines prioritaires pour SoinsSantéCAN et ses membres. Il faut toutefois comprendre chacun de ces éléments dans son contexte dans le cadre du discours.

**Le discours du Trône ne fait que très brièvement mention des infrastructures, mais ce fait dément l'importance que l'ensemble du programme du gouvernement accorde aux infrastructures.** Le discours a fait maintes références à la nécessité de lutter contre le changement climatique. Or les infrastructures propres sont considérées comme une mesure clé à cette fin. SoinsSantéCAN préconise fermement – comme nous l'avons fait dans notre [mémoire prébudgétaire de 2019](#) que le nouveau gouvernement fasse de l'admissibilité des organisations de soins de santé aux programmes de financement des infrastructures une priorité, compte tenu de la contribution de notre secteur aux émissions de carbone totales de notre pays. Nos attentes à cet égard sont plus élevées qu'elles ne l'étaient dans le passé, du fait que la nouvelle ministre de l'Infrastructure était auparavant ministre de l'Environnement et du Changement climatique.

**L'innovation et la science ne sont chacune mentionnées qu'une fois dans le discours du Trône**, et seulement au passage. Comme le gouvernement n'a plus de ministre spécifiquement dédié aux sciences – ces fonctions ayant été intégrées au portefeuille de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie – il faudra probablement inciter le gouvernement à se pencher sur ces questions. Les membres seront peut-être intéressés de noter que le discours du Trône a pris des engagements sur les plans de l'innovation en matière de politique numérique (« Le gouvernement va revoir les règles qui encadrent le nouvel environnement numérique, de manière à ce qu'elles soient équitables pour tout le monde ») et en matière d'intelligence artificielle (« ...le gouvernement établira des partenariats avec des pays aux vues similaires pour mettre à profit à l'échelle internationale l'expertise du Canada, notamment dans des domaines comme la promotion de la démocratie et des droits de la personne, la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement, ainsi que le développement et l'utilisation éthique de l'intelligence artificielle. »). Quoi qu'il en soit, l'investissement dans les sciences et l'admissibilité au financement de l'innovation demeureront les principaux moteurs du plaidoyer de SoinsSantéCAN au cours de la 43<sup>e</sup> législature.

## Répercussions sur nos activités de plaidoyer

---

La 43<sup>e</sup> législature offre un paysage favorable pour nos activités de plaidoyer. Un gouvernement minoritaire est un gouvernement axé sur la défense des intérêts et les récentes déclarations des premiers ministres du Canada laissent entendre qu'il y aura peut-être place aux compromis entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux sur les questions de santé. SoinsSantéCAN a déjà prévu des réunions avec des députés pour faire avancer vos dossiers à compter du début de la semaine prochaine. Nous procéderons également à une étude approfondie des lettres de mandats des ministres, dès qu'elles seront disponibles, afin de déterminer comment elles correspondent à nos priorités et aux besoins de nos membres. Le ministre des Finances présentera un énoncé économique avant le congé de fin d'année, et cela nous donnera d'autres indications sur la façon dont ce gouvernement entend gouverner. Dans le courant de l'hiver et du printemps, nous tenterons de comparaître devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans le cadre de ses délibérations sur le budget, dans une volonté de nous assurer que les questions qui vous préoccupent sont bien représentées.

Comme on l'a souligné, le discours du Trône a principalement porté sur des mesures auxquelles le gouvernement s'était déjà engagé dans son programme électoral. Toutefois, il se termine sur une note conciliante qui mérite qu'on y porte attention :

*« Le mandat de cette récente élection est un point de départ, et non le dernier mot. Le gouvernement est réceptif aux nouvelles idées provenant de tous les parlementaires, les parties intéressées, les fonctionnaires et les Canadiens – des idées comme les soins dentaires universels méritent d'être étudiées, et j'encourage le Parlement à le faire. »*

En d'autres termes, le gouvernement proclame sa volonté de négocier, même s'il ne veut pas reconnaître directement les positions des autres partis dans le cadre de son mandat. Cela implique que nous aurons un parlement *ad hoc*. Tant qu'il durera, les questions importantes seront négociées au jour le jour en fonction de ce que le gouvernement estime devoir faire pour maintenir la confiance de la Chambre.

**Ce contexte offre à SoinsSantéCAN et à ses membres de nouvelles occasions de défense des intérêts. Nous avons bien l'intention d'en profiter pleinement au cours des semaines et des mois à venir.**